



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS  
CLASSÉES

jpr/bmo/399

Arrêté du 9 mai 2023  
**portant mise en demeure à la société DAIICHI SANKYO ALTKIRCH  
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Altkirch**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral n°2009-316-4 du 12 novembre 2009 portant autorisation d'exploiter (codificatif) l'ensemble des activités à la société DAIICHI SANKYO à Altkirch,

Vu l'arrêté préfectoral n°2014073-0005 du 14 mars 2014, portant prescriptions complémentaires à la société DAIICHI SANKYO à Altkirch,

Vu la visite d'inspection du site du 20 février 2023

Vu le rapport du 27 mars 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant le 17 avril 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20 février 2022, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté :

- que certains points de prélèvements (eaux pluviales) ne sont pas accessibles en toute sécurité (accès sur rives non stabilisées ou dans le cours d'eau),
- que l'exploitant ne collecte pas l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin d'orage du site, qu'il n'effectue par ailleurs pas de contrôle préalable au rejet des eaux collectées, que l'exploitant ne dispose pas des éléments de dimensionnement de son

dispositif de traitement des eaux pluviales disposé en aval du bassin d'orage, et ce, en non-conformité aux dispositions de l'article 43.8.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 susvisé,

- que les rejets des installations sont en dépassement récurrent par rapport aux Valeurs Limites en concentration et flux journaliers imposées pour le paramètre chlorures, en non-conformité avec l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 susvisé,
- que l'existence d'écarts normatifs sur la mesure analytique du paramètre DCO, non justifiés par l'exploitant en non-conformité avec les dispositions de l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,
- que l'exploitant ne fait pas procéder au contrôle externe de recalage tel que prévu par l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,
- que les flux en Phosphore et Chlorures rejetés par les activités industrielles du site, ne sont pas compatibles avec le milieu naturel (Talbach) dans lequel l'exploitant effectue son rejet, et ce, en non-conformité avec les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,
- que les débits en eaux pluviales rejetés par le site, excèdent quantitativement la valeur limite imposée par l'article 43-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : la société DAIICHI SANKYO ALTKIRCH, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 39 RUE DU 3<sup>e</sup> ZOUAVE – 68130 ALTKIRCH, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations qu'elle exploite à la même adresse.

**Article 2** : **Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 4.3.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 susvisé :

**«4.3.6.2.1 Aménagement de l'ouvrage de rejet**

*Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).*

*Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]*»

**Article 3 : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43.8.1 de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009 susvisé :

*«Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé a un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux collectées sont traitées par un dispositif décanteurs déshuileurs adapté à la pluviométrie. Ces eaux peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.»*

**Article 4 : Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 susvisé :

*«Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective*

*L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.*

*Référence du rejet vers le milieu récepteur :*

*Émissaire de la station d'épuration (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 12/11/2009) :*

*Paramètre : Chlorures*

*Concentration moyenne journalière (mg/l) : 650*

*Flux maximal journalier (kg/j) : 200*

*»*

**Article 5 : Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

*« Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.*

*[...]*

*Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*[...]*

*Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de*

*l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »*

**Article 6 :** Dans un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

*« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »*

*L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.*

*L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.*

*Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »*

**Article 7 :** Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

*« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.*

*I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.[...] »*

**Article 8 :** Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

*« III. - À défaut de dispositions fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou à défaut de dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), correspondant au maximal décennal de précipitations en cas de pluie, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.[...] »*

Article 9 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 10 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le

9 mai 2023

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Christophe MAROT

